



Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) En République Démocratique du Congo

Opérations d'Urgence, de Coordination Humanitaire et de
Stabilisation Communautaire à l'Est de la RDC.



RAPPORT DE SITUATION | Juillet-Aout 2017



Aperçus

Démantèlement des Huttes lors de la fermeture du site de NYABIONDO
© IOM Aout 2017

■ 46 730 Personnes Déplacés Internes (PDI) dénombré dans les 24 sites gérés par l'OIM dans la Province du Nord Kivu. ■ Distribution de 350 des kits Non-Food Items (NFI) aux communauté vulnérables vivant dans les sites de Bonde, Bushani, Nyabiondo, et Katala ■ 300 personnes ont participé au forum communautaire organisé à Buhumba pour participer aux efforts de stabilisation.

Contexte

Au cours des dernières décennies, la République démocratique du Congo (RDC) a été le théâtre des crises humanitaires à répétition d'un conflit armé. Le conflit principalement situé dans la partie Est du pays a entraîné une crise humanitaire prolongée et le déplacement d'environ 1,8 million de personnes dans tout le pays dont 883 000 dans la Province du Nord Kivu (Bulletin humanitaire du 1/Mars 2017). Ces conflits continuent à affecter les vies des populations, causant également leur mouvement vers des régions plus sécurisées.

Durant les mois de juillet et Aout 2017, la situation sécuritaire de la Province a demeuré volatile et caractérisé par des conflits armés opposant plusieurs groupes armés aux Forces de la République Démocratique du Congo (FARDC) dans les Territoires de Masisi, Rutshuru et dans la partie Sud du Territoire de Lubero où des affrontements entre les Groupes armés Mai Mai entre eux et contre les FARDC seraient actuellement signalés.

Pour répondre à la crise humanitaire causé par ces conflits armés dans la Province du Nord Kivu, l'OIM continue à mettre en œuvre ses opérations d'urgence et coordonne actuellement l'assistance humanitaire dans 24 sites de déplacement (hormis les sites de BIBWE, BWERU, KITSO, KASHESHA, NGORоба et MPATI, site sous statuts observation pour des raisons d'ordre sécuritaires), qui servent de lieu d'hébergement à 13 894 ménages de 46 730 individus (statistiques au 25 Aout 2017).

CONTACTS

Chef de Mission, Jean Philippe Chauzy



jpchauzy@iom.int



+243 827 339 827

Cheffe de Sous Bureau Nord-Kivu, Husnur Esthiwahyu



hesthiwahyu@iom.int



+243 821 149 384

www.drcongo.iom.int



Camp Coordination and Camp Management (CCCM): la fermeture des sites de déplacement de Bulengo, Bonde et Nyabiondo

La recherche des solutions durables est l'une des aspirations qui guide l'action du Secteur CCCM dans le Nord Kivu. Depuis le premier trimestre de l'année 2017, la Commission Nationale pour les Réfugiés (CNR), le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR) et l'OIM ont mené, dans le cadre de la stratégie CCCM 2017 et de l'application des critères établis par le secteur CCCM dans le Nord Kivu, des réflexions visant à soutenir la recherche des solutions durables et à rationaliser les ressources disponibles pour l'assistance.

C'est dans ce contexte que 12 sites de déplacement étaient identifiés pour d'éventuelles fermetures et regroupements dont six étaient sous la coordination de l'OIM.

Pour s'enquérir de la situation sécuritaire et du mode de vie actuels dans les zones potentielles de retour, OIM a organisé du 10 au 14 juillet 2017, des "go and see visits" pour les PDIs dans les zones éventuelles de retour dans les groupements de Kamuronza, Mupfuni Shangha, Mupfuni Karuba et Mupfuni Matanda. Ceci permet d'éclairer la décision des PDIs sur les différentes options de solutions durables qui leur sont proposées par le gouvernement à travers la CNR, à savoir le transfert vers un autre site, le retour vers la zone de provenance ou d'origine, l'installation dans le milieu de son choix soit dans le milieu de déplacement ou hors du milieu de déplacement.

Dans le même temps, l'équipe d'administration des sites de la CNR a initié, avec l'appui de l'OIM et de ses partenaires Action et Intervention pour le Développement et Encadrement Sociale (AIDES) et Première Urgence Internationale (PUI), les opérations de collecte des intentions des PDIs sur les solutions durables. A l'issue de ces opérations de la collecte des intentions dans ces sites de déplacement, les PDIs ont librement choisi parmi les options qui leur ont été proposées.



Ouverture par la CNR: des opérations de transfert et remise des attestations de retour volontaire dans le site de déplacement de Nyabiondo

©IOM Aout 2017



Protection et NFI: l'OIM distribue des kits NFIs aux PDIs les plus vulnérables

La fourniture d'une protection et assistance vitale et spécifique aux PDIs les plus vulnérables est l'une des aspirations majeures de l'OIM qui veut désormais baser ses interventions sur un ciblage de plus stricte des PDIs les plus vulnérables.

L'identification des groupes les plus vulnérables se fait à travers des enquêtes basées sur des critères de vulnérabilités menées par des équipes de l'OIM formées à cet effet. Des Critères de vulnérabilités ont été développés par la section protection de l'OIM, en coordination avec le cluster protection provincial et comprennent généralement les enfants non accompagnés (ENA), les femmes enceintes, les filles-mères, les personnes âgées, les personnes vivant avec handicap, etc. Les résultats de ces enquêtes servent de base pour la fourniture d'une aide vitale aux personnes déplacées identifiées comme étant les plus vulnérables.

Pour réaliser les enquêtes, l'OIM bâtit sur son expérience en collecte des données mobiles par ODK (Open Data Kit) et utilise des tablettes dans lesquelles, les questionnaires ont été prédéfinis et les listes des PDIs transférées.

A l'issue des enquêtes de vulnérabilité effectués dans les sites de déplacement de Bonde, Bushani, Nyabiondo, et Katala sur un total de 2 519 ménages enquêtés, 313 ménages ont remplis les critères de vulnérabilité et ont par conséquent été ciblés pour l'aide directe en NFIs.

Basé sur ces résultats, l'OIM a distribué en Aout et en début de Septembre 2017 un total de 350 kits de NFIs composés de bâche, natte, couverture, seau, article de cuisine bidon de 20 litres à 350 ménages.

Lors des distributions l'OIM a valorisé sa technique de la vérification biométrique des PDIs. Les distributions ont été précédées des séances de sensibilisation pour expliquer pourquoi, les kits ont été distribués aux personnes les plus vulnérables. Cette activité s'étend actuellement dans les autres sites de déplacement sous la coordination de l'OIM.



Un enquêteur utilise une tablette pour administrer le questionnaire à un ménage dans le site de déplacement de Bonde

©IOM Aout 2017



Consortium for the Integrated Stabilization and Peace of Eastern DRC (CISPE): un consortium pour aider les communautés locales à résoudre les conflits locaux

L'Est de la RDC souffre d'une variété de violents conflits armés et intercommunautaires depuis des décennies, provoquant une grande instabilité, des vagues de déplacements, des désaccords locaux sur les terres et la concurrence autour du pouvoir. Dans ces conditions, il est impératif de construire des structures démocratiques et communautaires et de restaurer le rôle du gouvernement congolais afin que l'influence des citoyens sur les décisions concernant leur sécurité augmente.

Travaillant sous un Consortium appelé "Ensemble c'est possible/Pamoja Inawezekana!" CISPE est une réponse conjointe apportée par l'OIM, l'Organisation Catholique Internationale au Secours et au Développement (CORDAID), PAX (le mouvement néerlandais pour la paix, et Agence de Coopération Internationale de l'Association la municipalité Néerlandais (VNG-International). Le projet est financé par l'Ambassade des Pays-Bas dans le but de contribuer aux efforts de stabilisation du gouvernement congolais et de lutter contre les principaux facteurs violents de conflit et d'insécurité.

Au cœur de la philosophie du Consortium, l'idée est que le travail de ses partenaires individuels soit complémentaire et exploite les synergies pour encourager les acteurs locaux, y compris les autorités, à coopérer plus étroitement et efficacement.

Au nord du Kivu, l'OIM soutient 12 "Cellules de Paix et d'appui à la pacification" (CPAP). Ensemble, ils ont mis en place des

organismes inclusifs et représentatifs appelés Cellules de Paix et de Développement (CPDG) dans 12 groupements, des unités administratives comprenant généralement plusieurs villages, dans trois des six territoires du Nord-Kivu, à savoir Nyiragongo, Rutshuru et Masisi.

Chaque CPDG est composé de 40 à 80 personnes avec un secrétariat permanent de 15 membres. Chaque village dans le groupe est représenté dans le CPDG, tout comme les femmes, les jeunes, les confessions religieuses et les groupes ethniques de la région. Depuis octobre 2016, le CPAP, avec le soutien financier et technique de l'OIM, a encadré et guidé les CPDG lors de plusieurs sessions tenues dans les groupements.

Du 22 au 25 juin 2017, CPAP et l'OIM ont organisé un «forum de dialogue» de trois jours à Buhumba, rassemblant 300 participants comprenant les membres du CPDG, les représentants de la société civile, les enseignants, les commerçants, les pasteurs et les agriculteurs. La Police Nationale Congolaise (PNC), la Direction Générale des migrations, le chef du groupe et le chef du chefferie (l'unité administrative au-dessus du groupement) étaient également représentés. «Il est très important que nous arrivions à présenter nos problèmes en présence des autorités de multiples niveaux», a déclaré Marcel Augustin, un représentant de la jeunesse au forum.

Les horizons de l'OIM et des autres partenaires de CISPE sont à long terme et dépassent la fin du projet en 2019. Le consortium fera tout son possible pour que les CPDG deviennent des institutions résilientes, durables et indispensables dans leurs communautés qui s'engagent efficacement avec les autorités locales, les organes, le système judiciaire et les forces de sécurité.



Un expert en dialogue démocratique de la CPAP facilite une session de dialogue démocratique à Buhumba ©IOM Juin 2017

L'OIM contribue à la transparence dans la gestion des ressources naturelles et la gouvernance sécuritaire du Projet "Pamoja kwa amani" en Province de l'Ituri

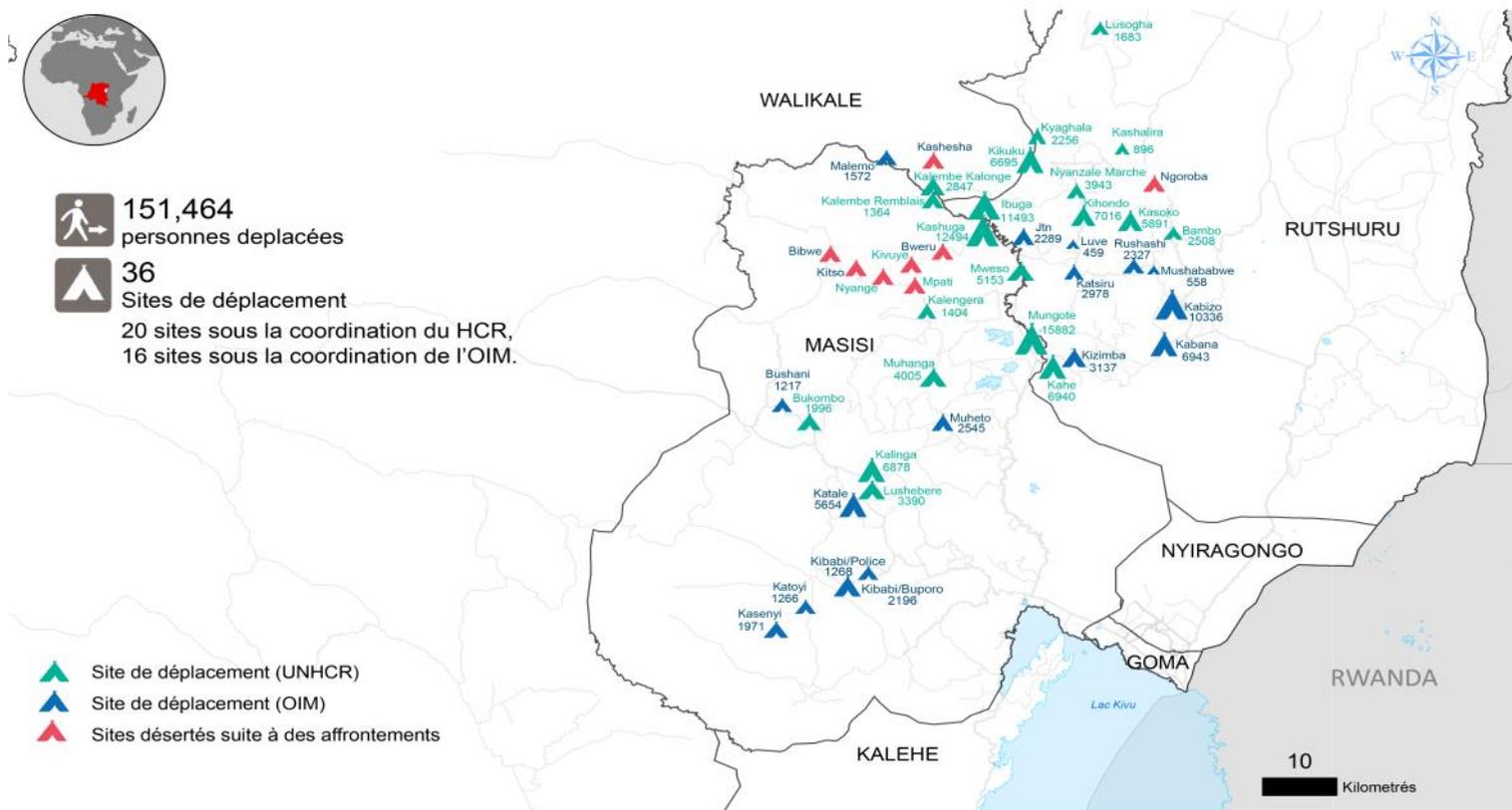
Le projet "Pamoja kwa amani" (Ensemble pour la Paix) a été lancée le 2 Aout à Irumu en présence de différentes autorités provinciales et invités. Le projet compte sept objectifs spécifiques qui s'inscrivent dans la Stratégie Internationale de Soutien à la Sécurité et la Stabilisation (ISSSS) et visent à contribuer à la stabilisation et la consolidation de la paix en territoire d'Irumu.

La mise en œuvre de ce Projet a été confiée à sept organisations dont deux Agences du Système de Nations Unies (OIM et UNHABITAT), trois organisations internationales Search For Common Ground (SFCG), Mercy corps et Cooperazione Internazionale (COOPI), et deux organisations nationales à savoir CARITAS et Appui à la Communication Interculturelle et l'Auto promotion rurale (ACIAR).

L'OIM contribuera à l'atteinte des objectifs du projet "Pamoja kwa amani" à travers la mise en œuvre des objectifs spécifiques trois et cinq portant respectivement sur la transparence dans la gestion des ressources naturelles et la gouvernance sécuritaire.



Mot d'ouverture de l'Administrateur du Territoire d'Irumu à l'Occasion du lancement du projet "Pamoja kwa amani" ©IOM Aout 2017



RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO PROVINCE DU NORD-KIVU | Sites de déplacement au 25 Août 2017

Les opérations d'urgence et de Stabilisation de l'OIM sont financées par:

